



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Marseille, le 12 OCT. 2007

DIRECTION REGIONALE de l'INDUSTRIE,  
de la RECHERCHE et de l'ENVIRONNEMENT PACA

30 OCT. 2007

COURRIER ARRIVÉ

Dossier suivi par : Monsieur ARGUIMBAU

☎ 04.91.15.69.35.

N° 120-2007 A

**ARRÊTÉ**  
imposant des prescriptions  
complémentaires à  
la Communauté d'Agglomération de  
l'Ouest de l'Étang de Berre (CAOEB) pour  
l'exploitation de son centre d'enfouissement  
technique de Port de Bouc

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le Code de l'Environnement et notamment le Livre V - Titre 1<sup>er</sup>,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

Vu la directive « IPPC » n° 96/61/CE du 24 septembre 1996,

Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 29 juin 2006 relatifs aux bilans de fonctionnement,

Vu la circulaire ministérielle du 25 juillet 2006 relative au contenu des bilans de fonctionnement,

Vu la circulaire DPPR/SDPD/BGTD/SD n° 532 du 23 avril 1999 relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets,

Vu l'arrêté préfectoral n°93-54/95-1190A du 3 mai 1993 autorisant le Syndicat Intercommunal de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts à exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains et inertes à Port-de-Bouc, lieu-dit « le Valentoulin »,

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999 imposant des prescriptions complémentaires au SIVOM de Martigues – Port de Bouc – Saint Mitre les remparts pour son CET sis à Port de Bouc,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2000 portant création de la Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Étang de Berre (CAOEB),

Vu l'extrait du registre des délibérations du conseil communautaire de la CAOEB en séance du 24 janvier 2001 relatives aux compétences de la CAOEB et au transfert des droits et obligations du SIVOM de Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts à la Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre (CAOEB),

Vu la copie de l'acte de cautionnement solidaire, relatif à l'exploitation du CET du Valentoulin – Commune de Port-de-Bouc établi par l'établissement Zurich Versicherung AG (Zurich Assurances), daté du 22/12/2006, pour un montant de 1 494 241.80 euros, pour la période du 31/12/2006 au 31/12/2011 et après délibération du conseil communautaire de la CAOEB en sa séance du 14 décembre 2006,

Vu l'étude du bilan de fonctionnement relative au CET du Valentoulin adressée par la CAOEB en Préfecture en date du 25 juin 2007,

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 23 août 2007,

Vu l'avis du Sous-Préfet d'Istres en date du 7 septembre 2007,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 13 septembre 2007,

Considérant que le Centre d'Enfouissement Technique de déchets du Valentoulin sur la commune de Port de Bouc est exploité par la Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre (CAOEB),

Considérant que les garanties financières relatives au CET du Valentoulin doivent permettre d'assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture et la remise en état du site après exploitation,

Considérant que l'étude du bilan de fonctionnement transmise au Préfet des Bouches du Rhône par le Président de la CAOEB en date du 25 juin 2007 n'est pas conforme aux exigences réglementaires et doit être complétée,

Considérant qu'il est nécessaire de fixer de manière précise la capacité restante du CET du Valentoulin, la date de fin d'exploitation et de maintenir la continuité de la collecte et du traitement des déchets provenant des communes de la Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre (CAOEB),

Considérant en conséquence qu'il convient d'imposer à la Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre des prescriptions complémentaires en vue d'améliorer la protection de l'environnement et de réduire l'occurrence des risques d'exploitation, conformément aux dispositions de l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRETE**

### **Article 1**

La Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre (CAOEB), dont le siège est fixé à l'Hôtel de Ville de Martigues (13500) est autorisée à exploiter le Centre d'Enfouissement Technique au lieu-dit « Le Valentoulin » sur la commune de Port de Bouc, en lieu et place du SIVOM de Martigues – Port de Bouc – Saint Mitre les Remparts, dans l'intégralité des droits et obligations des arrêtés préfectoraux :

- AP n° 93-54/95-1990A du 3 mai 1993
- AP n° 93-187/109-1993A du 16 novembre 1993
- AP n° 99-26/109-1998A du 28 janvier 1999
- AP n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999

et en tout ce qu'ils ne sont pas modifiés par les prescriptions du présent arrêté.

### **Article 2 - Garanties financières**

En plus des prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral n° 99-171/65-1999A du 16 juin 1999, l'exploitant respectera les dispositions suivantes. .

Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra au préfet, ainsi qu'une copie à la DRIRE, les éléments permettant de justifier, voire d'actualiser le calcul des garanties financières destinées à assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture et la remise en état du site après exploitation.

Le calcul des garanties financières devra notamment tenir compte :

- des coûts TTC (toutes taxes comprises),
- de la date prévisible de cessation d'activité au regard de l'étude visée à l'article 4 du présent arrêté,
- des nouveaux éléments relatifs à la remise en état du site.

### **Article 3 - Bilan de fonctionnement**

Concernant le bilan de fonctionnement visé par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 29 juin 2006, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra au préfet, ainsi qu'une copie à la DRIRE, les compléments nécessaires à l'étude du bilan de fonctionnement remise en date du 25 juin 2007 sur la base du relevé d'insuffisances et la grille d'analyse, joints en annexe 1 du présent arrêté

#### **Article 4 – Capacité restante du site, date de fin d'exploitation**

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra au Préfet, ainsi qu'une copie à la DRIRE une étude permettant de définir:

- la capacité restante du site du Valentoulin au regard des contraintes de remise en état, d'intégration paysagère et de la présence des lignes électriques qui traversent le site. L'exploitant se rapprochera du gestionnaire des lignes électriques afin de valider les contraintes et les règles actuelles et futures relatives aux servitudes des ouvrages traversant le site,
- la date de fin d'exploitation au regard des contraintes visées ci-dessus et des tonnages prévisibles de déchets produits sur la CAOEB et des terres de recouvrement.

Cette étude devra en outre évaluer et présenter les solutions technico-économiques pour le traitement et/ou le stockage des déchets de la CAOEB entre la date de fin d'exploitation du CET du Valentoulin et la date de mise en service du CSDU du Vallon du Fou.

#### **Article 5**

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, des services de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 - Livre V- Titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

#### **Article 6**

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L.514-1 - Livre V - Titre 1<sup>er</sup> - Chapitre IV du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

#### **Article 7**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement

#### **Article 8**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 9

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
  - Le Sous-Préfet d'ISTRES,
  - Le Maire de PORT DE BOUC,
  - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, X
  - Le Directeur Régional de l'Environnement,
  - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de
  - Défense et de la Protection Civile,
  - Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
  - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
  - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
  - Le Directeur Départemental de l'Equipement,
  - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

Marseille le

12 OCT. 2007

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Didier MARTIN

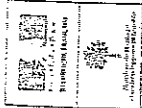


Annexe à l'arrêté préfectoral n°      du

Didier MARTIN

12 OCT. 2007

Bilan de fonctionnement : grille d'analyse et relevé d'insuffisances de l'étude transmise par le Président de la CAOEB en date du 25 juin 2007.



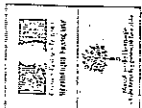
# GRILLE D'ANALYSE DE LA COMPLETITUDE D'UN BILAN DE FONCTIONNEMENT

08/08/07

## Identification de l'établissement concerné :

Numéro GIDIC : 064.02009	Nom de l'établissement : CET du Valentoulin - Commune de Port de Bouc	Adresse du site: Lieu-dit « le Valentoulin » Commune de Port de Bouc
Activité principale IPPC : 5.4 décharge de déchets autres qu'inertes (>10 T/j)	Exploitant : Communauté d'Agglomération de l'Ouest de l'Etang de Berre Siège : Hotel de Ville de Martigues (13500) Adresse administrative : 16bis Bd Joliot-Curie 13500 Martigues	
Date prévisionnelle du bilan de fonctionnement : 31/12/2004		
Date de réception du bilan de fonctionnement : 27/06/2007		
Ou		
Date de réception de l'étude d'impact mise à jour :		

Thème abordé dans le bilan de fonctionnement	Détail du thème abordé	Incomplet Absence d'un élément du dossier	Irrégulier Développement insuffisant en regard des inconvénients et des risques	Complet	Eléments complémentaires à demander	Compléments obtenus
Conclusion générale du bilan de fonctionnement	Synthèse des faits marquants, vue d'ensemble de la situation de l'installation et éventuelles propositions de l'exploitant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucune conclusion du document présenté	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
	Renseignements sur l'exploitant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il pourrait être précisé les coordonnées de l'exploitant	<input type="checkbox"/>
	Rubriques concernées, statut administratif	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Préciser la ou les rubriques concernées (rubriques ICPE et rubrique IPPC)	<input type="checkbox"/>
	Ensemble des installations et équipements proches ou connexes pris en compte dans le bilan	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Peu développé	<input type="checkbox"/>
	Point concernant l'évolution des installations par rapport aux autorisations accordées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Informations générales	Rappel des procédés mis en œuvre et des produits	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>



# GRILLE D'ANALYSE DE LA COMPLETITUDE D'UN BILAN DE FONCTIONNEMENT

08/08/07

									Compléments obtenus
Analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée	Eléments éventuels relatifs aux actions en matière d'organisation et de moyens humains (certification ISO 14000, SME <sup>2</sup> ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>
	Eléments relatifs à la conformité vis-à-vis des prescriptions de l'AP ou de la réglementation en vigueur (VLE notamment)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				Justification du respect des prescriptions réglementaires (AP du 16/06/1999 et arrêtés ministériels) notamment VLE	<input type="checkbox"/>
	Synthèse de la surveillance des émissions, du fonctionnement de l'installation et de ses effets sur l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				Synthèse à obtenir par thème	<input type="checkbox"/>
	Notamment éléments relatifs à la qualité de l'air	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				Eléments sur biogaz/ torchère...	<input type="checkbox"/>
	A la qualité des eaux superficielles et souterraines	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				Peu de données eaux souterraines et pas de synthèse	<input type="checkbox"/>
	A l'état des sols	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				Absence dans le dossier - à compléter	<input type="checkbox"/>
	Eléments relatifs à l'évolution des flux des principaux polluants	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				Pas d'analyse ni de synthèses (données dans les annexes)	<input type="checkbox"/>
	Eléments relatifs à l'évolution de la gestion des déchets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>
	Résumé des accidents et incidents <sup>3</sup>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				Non traité - à compléter	<input type="checkbox"/>
	Eléments relatifs aux investissements en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>				Plus ou moins développés tout au long du dossier - voir pour obtenir tableau récapitulatif	<input type="checkbox"/>
Eléments complétant ou modifiant l'analyse des effets sur l'environnement et la santé  Aspects <sup>4</sup> :	« sensibilité de l'environnement », état présent	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>
	« eaux superficielles »	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				Données sur la station d'épuration urbaine et son fonctionnement	<input type="checkbox"/>
	« eaux souterraines et sol »	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				Interprétation des données en annexe et éléments sur les impacts	<input type="checkbox"/>
	« air » et « odeurs »	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				Absence des données relatives aux émissions du CET	<input type="checkbox"/>

<sup>1</sup> Le bilan de fonctionnement est fourni au moins tous les dix ans. Le Préfet peut prescrire un bilan de fonctionnement de manière anticipée. Lorsqu'un nouvel arrêté d'autorisation est accordé après enquête publique, le bilan de fonctionnement suivant est présenté au plus tard dix ans après la date de cet arrêté.

<sup>2</sup> Système de management de l'environnement

<sup>3</sup> accidents et incidents ayant porté atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, et mesures prises pour éviter leur renouvellement.

<sup>4</sup> Pour les différents aspects, des éléments doivent être fournis concernant l'évaluation des performances de l'installation, les mesures prises de prévention et de surveillance.



[illegible]

## ANALYSE BILAN DE FONCTIONNEMENT - CET DU VALENTOU LIN – COMMUNE DE PORT DE BOUC (EXPLOITANT CAOEB)

### Relevé d'insuffisances

Suite à la transmission par le Président de la CAOEB en date du 25 juin 2007 du dossier comprenant :

- Bilan de fonctionnement 1996-2006
- Bilan de fonctionnement – Annexes
- Réhabilitation du site
- Plan de surveillance environnemental

L'analyse des documents transmis a été réalisée sur le fond et la forme au regard des exigences réglementaires et en particulier par rapport aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié. Le présent document a pour objet de relever les insuffisances du bilan de fonctionnement en complément de la « grille d'analyse du bilan de fonctionnement »

#### Analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée,

- conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté d'autorisation ou de la réglementation en vigueur, et notamment des valeurs limites d'émission : les éléments sont incomplets, il convient de justifier du respect des prescriptions réglementaires (AP du 16/06/1999 et arrêtés ministériels en vigueur (les citer) notamment concernant les Valeurs Limites d'Emission (VLE) sur la base des mesures d'auto surveillance, des autocontrôles et contrôles inopinés.
- synthèse de la surveillance des émissions, du fonctionnement de l'installation et de ses effets sur l'environnement : les éléments sont absents et/ou incomplets. (Voir détail dans la grille d'analyse), en particulier les éléments relatifs à l'air, au sol, aux eaux souterraines et superficielles, doivent être examinés, analysés et faire l'objet de synthèses.
- évolution des flux des principaux polluants : les éléments sont incomplets. il n'y a pas de véritable analyse ni de synthèse des données qui sont communiquées dans les annexes
- résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement : les éléments sont absents
- investissements en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions : les éléments sont plus ou moins décrits tout au long du dossier. Une synthèse et/ou un tableau récapitulatif auraient été utiles.

#### Eléments venant compléter et modifier l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement et la santé telle que prévu au b de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977

(Voir détail dans la grille d'analyse)

Cette partie mérite d'être largement complétée et notamment sur les aspects :

- eaux superficielles : fonctionnement et description succincts de la STEP, impact des rejets du CET sur le fonctionnement de la STEP....
- eaux souterraines, sol : résultats des analyses fournis en annexe mais il serait intéressant de disposer de tableaux/graphiques récapitulatifs. L'interprétation des résultats et l'impact des rejets doivent être traités.
- air et odeur : partiellement traité. Les données relatives qualité de l'air globale (données Airfobep) sont indiquées mais il n'y a pas de données relatives aux émissions du CET (évaluation émissions biogaz, évaluation des rejets liés à l'activité, aux transports....)
- Bruit, vibrations, transport : partie très peu développée – à compléter (il conviendrait au minimum d'avoir une estimation du trafic lié au CET et si possible d'estimer les émissions correspondantes)
- Aspects paysagers : à développer dans le bilan de fonctionnement en particulier sur les aspects « impacts » (actuel et futur) au regard du dossier de remise en état
- Evaluation des risques sanitaires : partie peu développée – pas d'évaluation réelle du risque sanitaire.

( A noter que si l'analyse des éléments pour chacun des thèmes conclut au fait que l'installation n'a pas d'impact, le document doit le préciser)

Analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport à l'efficacité des techniques disponibles mentionnées au deuxième alinéa de l'article 17 du décret du 21 septembre 1977. (c'est-à-dire aux performances des meilleures techniques disponibles)

Les éléments sont incomplets.

Doivent être indiqués dans le bilan de fonctionnement :

- la liste des BREFS utilisés ou autres documents de référence (guides ADEME par exemple) utilisés pour la comparaison
- l'analyse de l'état de l'installation par rapport aux MTD et notamment sur les aspects VLE
- les éléments financiers livrés pour la mise en place des MTD

Mesures envisagées par l'exploitant sur la base des meilleures techniques disponibles pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes, tel que prévu au d de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977

Les éléments sont incomplets

Partie non traitée, même si il n'y aucune mesure envisagée compte tenu des inconvénients développés dans les parties précédentes et compte tenu de la fermeture prochaine du site, le document doit le mentionner.

Mesures envisagées pour placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas de cessation définitive de toutes les activités.

Les éléments sont incomplets dans le document « Bilan de fonctionnement ». Ces éléments ont été traités dans la partie « réhabilitation du site » : il conviendrait que le bilan de fonctionnement en fasse une synthèse (grands principes du réaménagement) et qu'il soit justifié de la non-atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

### Conclusion générale du bilan de fonctionnement

Partie absente et non traitée. Il conviendrait qu'une conclusion soit rédigée reprenant la synthèse des faits marquants et présentant une vue d'ensemble de la situation de l'installation avec d'éventuelles propositions de l'exploitant au regard des parties précédemment développés.



